

Une idée H au pays B

...Et une conclusion qui récompense votre patience

Osons l'euphémisme : la présente recherche est perfectible. En particulier, si le PIB reçoit bien des critiques, l'IDH n'en est pas exempt. Par exemple, il ne prend *directement* en compte ni les inégalités ni les atteintes aux droits humains. Pionnier des indicateurs alternatifs au PIB, l'IDH a, depuis sa définition, inspiré bien d'autres constructions. A partir de celui-ci, le PNUD lui-même a échafaudé toute une panoplie. Citons par exemple l'IDH ajusté aux inégalités, l'indice d'inégalités de genre, etc. Et ce sans même mentionner d'autres indicateurs, jusqu'au fameux « bonheur national brut » cher au Bhoutan.

Par conséquent, il y aurait quelque mauvaise foi, en ne retenant que l'IDH et le PIB, à arguer d'une éventuelle convergence entre les résultats de ces deux indicateurs dans le but de réhabiliter le PIB. La médiocrité de l'un ne saurait servir de prétexte aux insuffisances de l'autre.

Il reste que la hiérarchie des niveaux de développement humain mesuré par l'IDH ne diffère pas fondamentalement de la hiérarchie des niveaux de production mesurée par le PIB. L'approche dynamique a également permis de montrer que, si le constat d'une croissance du PIB ne garantit pas automatiquement le constat d'une élévation du niveau de développement humain, la première est pour le moins une condition nécessaire de la seconde.

Il existe certes des exceptions, mais elles ne font que confirmer une avancée ancienne et classique de la science économique : il y a une différence entre croissance et développement.

Or, précisément, on le sait depuis François Perroux, le développement est un changement structurel des économies et des sociétés, dont un indicateur chiffré synthétique, que ce soit le PIB ou l'IDH, ne saurait suffire à rendre compte. On peut certes, utiliser une batterie d'indicateurs ponctuels pour *décrire* un certain niveau de développement humain. Mais pour *comprendre* la dynamique qui a abouti à ce niveau-là, il faut bien évaluer l'évolution des structures, c'est-à-dire en particulier des proportions qui lient les parties d'un tout. Qu'on y réfléchisse : comment mesurerait-on l'évolution de la part de l'industrie dans l'activité économique d'un pays, de l'effort éducatif d'un Etat, ou bien encore du degré d'extraversion d'une économie, ou enfin (*last but not least*) du degré de contrôle de la collectivité si l'on ne disposait pas de la possibilité de calculer les parts respectives que prennent, *dans le PIB*, la valeur ajoutée industrielle, les dépenses publiques d'éducation, les exportations et les importations, les prélèvements obligatoires et les dépenses publiques ?

C'est bien ce que fait le PNUD. Quelle plus belle réhabilitation du PIB pourrait-on trouver que de constater que pour échapper au PIB il faut revenir au PIB, parce que la considération des parties d'un tout ne fait pas disparaître ce tout.